

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE
ET LE DÉVELOPPEMENT
GENÈVE

RAPPORT SUR LE COMMERCE
ET LE DÉVELOPPEMENT, 2000

APERÇU GÉNÉRAL



NATIONS UNIES
New York et Genève, 2000

NOTE

- Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.
- Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.
- Le texte de la présente publication peut être cité ou reproduit sans autorisation, sous réserve qu'il soit fait mention de ladite publication et de sa cote et qu'un justificatif soit adressé au secrétariat de la CNUCED.

AVIS AU LECTEUR

Nouvelle date de publication

Le *Rapport sur le commerce et le développement* paraît pour la dernière fois à l'automne. Désormais, il sera publié au printemps de chaque année, à compter d'**avril 2001**

UNCTAD/TDR/(2000)

PUBLICATION DES NATIONS UNIES

Numéro de vente: F.00.II.D.19

ISBN 92-1-212275-2

ISSN 0256-0887

Aperçu général

Deux grandes forces économiques mondiales concurrentes retiennent aujourd'hui l'attention générale. D'un côté, les perspectives d'une "nouvelle économie" dynamisée par les technologies de l'information et de la communication enthousiasment tous les décideurs, y compris dans les pays les plus pauvres. De l'autre, l'instabilité et l'incertitude grandissantes liées à la mondialisation ne laissent pas d'inquiéter profondément ces mêmes décideurs quant aux incidences des chocs financiers sur les perspectives de croissance; l'expérience vécue par quelques-uns des pays en développement les plus dynamiques a montré toute la virulence dont étaient capables ces forces.

Le principal bénéficiaire jusque-là a été les États-Unis; à certains égards, la diffusion des nouvelles technologies en a déjà amplifié le potentiel de croissance. Mais les crises financières sur les marchés émergents ont aussi contribué au maintien d'une croissance rapide dans ce pays, considéré comme un havre de sécurité par les investisseurs et bénéficiant d'une maîtrise quasi totale de l'inflation grâce à des importations bon marché. En revanche, les effets bénéfiques des nouvelles technologies ont été beaucoup moins évidents en Europe et au Japon. Pour ce qui est des pays en développement, la plupart de leurs entreprises n'en ont guère ou pas du tout profité jusque-là, et cette "fracture numérique" ne laisse pas d'inquiéter les responsables politiques.

Les disparités de taux de croissance dans le monde industrialisé et un dollar fort ont entraîné une aggravation des déséquilibres commerciaux, les États-Unis devenant "l'acheteur de dernier recours" de l'économie mondiale. Parallèlement, innovations technologiques et innovations financières se sont combinées pour accentuer la fragilité intrinsèque des actuels courants financiers et commerciaux. L'engouement pour les fusions-acquisitions internationales a créé une énorme bulle financière mondiale des valeurs technologiques, dont les prix ont augmenté beaucoup plus vite que la productivité, même aux États-Unis.

La politique monétaire constitue le seul instrument d'ajustement face aux déséquilibres économiques mondiaux, ce qui ne peut qu'être préoccupant. Les actuels déséquilibres macroéconomiques mondiaux ne sont pas sans rappeler ceux des années 70 et 80, où l'absence de coopération et de coordination entre les grandes puissances économiques avait provoqué un effondrement systémique et s'était soldée par un dur rappel aux réalités. Et ce que nous avons appris de l'économie mondiale au cours des quelques dernières décennies nous enseigne que l'incapacité de remédier de façon ordonnée à ces déséquilibres aura des effets extrêmement préjudiciables sur la croissance dans les pays en développement.

Croissance et déséquilibres de l'économie mondiale

L'économie mondiale a rebondi en 1999, alors que d'aucuns craignaient une récession. La croissance, vigoureuse, s'est accompagnée d'une amélioration du commerce mondial et du retour à une certaine normalité sur les marchés monétaires et financiers, après les turbulences des deux années précédentes; tout un ensemble d'événements inattendus et exceptionnels y a considérablement contribué.

Le chaos que devait provoquer le bogue informatique de l'an 2000 et les coûts économiques qui auraient dû en découler se sont révélés grossièrement exagérés; en fait, les dépenses engagées par les entreprises dans le monde entier pour éviter toute éventuelle désorganisation de l'activité ont donné un coup de fouet à l'économie mondiale, estimé de 1 à 2 % du PIB mondial. La levée des politiques d'austérité en Asie de l'Est au second semestre de 1998 a contribué à un redressement notable de la production et a fait passer la croissance dans les pays en développement devant la croissance dans les pays industrialisés après le creux observé en 1998. La forte hausse des prix du pétrole a redonné un élan inattendu à l'économie russe, qui a ainsi enregistré une croissance modeste alors qu'on s'attendait en général à une aggravation de la récession.

Mais surtout, l'économie des États-Unis a continué de progresser à marche forcée, démentant les prévisions quant à ce qui était traditionnellement considéré comme son potentiel de croissance à long terme. Avec une croissance économique supérieure à 4 %, un taux de chômage inférieur à 4 % et des importations augmentant au rythme de 12 %, les États-Unis ont continué de jouer leur rôle de chevalier blanc de l'économie mondiale.

Globalement, les perspectives immédiates de l'économie mondiale se sont améliorées, et l'on prévoit pour cette année une croissance supérieure à 3 %. La façon dont l'économie mondiale s'est accommodée de la forte hausse des prix du pétrole depuis le milieu de 1999 peut également être considérée comme tout à fait encourageante. Les effets sur l'inflation ont jusque-là été négligeables, et les simulations réalisées par diverses organisations semblent montrer que les incidences sur la croissance mondiale de la persistance de prix élevés seront faibles et principalement circonscrites aux pays en développement importateurs de pétrole.

Il est également possible que l'économie mondiale continue de se renforcer au cours des prochaines années, la consolidation de la croissance s'accompagnant d'une plus grande stabilité. L'économie des États-Unis peut fort bien éviter aussi bien la surchauffe que la récession, et s'engager dans une décélération ordonnée qui ramènerait son taux de croissance à un niveau durablement compatible avec le potentiel offert par les nouvelles technologies. Une plus forte croissance en Europe et au Japon, alimentée par l'adaptation à la nouvelle économie, soulagerait les États-Unis de leur rôle de seul moteur de la croissance mondiale. Dans ce scénario idéal, les prix du pétrole et les taux d'intérêt se stabiliseront et le dollar sera progressivement réaligné, ce qui contribuera à accroître la stabilité des prix et la stabilité financière. La relance des flux financiers privés, associée à la poursuite des réformes intérieures et à la diffusion des nouvelles

technologies, commencera d'apporter aux pays en développement les fruits attendus de la mondialisation.

On sait toutefois aussi qu'il ne suffira pas d'invoquer la nouvelle économie pour effacer les dégâts de la crise asiatique, et que des efforts considérables seront nécessaires pour tenir les promesses de la mondialisation. Non seulement les raisons fondamentales qui ont fait craindre une récession en 1998-1999 sont-elles toujours présentes, mais en outre de nouvelles lignes de fracture sont apparues, qui font que des mouvements inattendus pourraient avoir des conséquences préjudiciables non seulement pour les pays industrialisés, mais aussi - ce qui est beaucoup plus préoccupant - pour les pays en développement. Les perspectives de ceux-ci pourraient se détériorer rapidement si les grands pays industrialisés continuent de fixer leurs politiques sans se soucier de leurs répercussions sur les courants commerciaux et financiers.

Les facteurs qui ont favorisé la forte croissance de l'économie des États-Unis ont également accentué la fragilité financière et aggravé les déséquilibres mondiaux. La fuite des capitaux à la recherche de la qualité, qui a commencé après la crise asiatique et s'est rapidement accélérée à l'automne 1998 après la crise en Fédération de Russie, a fortement stimulé l'économie des États-Unis en gonflant la bulle des prix des actifs et en encourageant ainsi les dépenses privées alimentées par les gains en capital. La combinaison d'une croissance rapide de la demande intérieure et d'un dollar fort a également entraîné une hausse des déficits extérieurs, qui ont atteint 4 % du PIB. La reprise sur les marchés émergents a stimulé la demande d'actifs en dollars, accumulés en tant que réserves pour faire face à des crises futures. Le Japon, comme d'autres pays à excédent, est également disposé à conserver ses excédents commerciaux vis-à-vis des États-Unis sous la forme d'actifs en dollars; la simultanéité d'un déficit budgétaire et d'un accroissement de l'offre d'obligations publiques dans ce pays avec un excédent budgétaire et une diminution de l'offre d'obligations publiques aux États-Unis a laissé entrevoir des perspectives de gains sur les obligations publiques américaines, d'où un afflux de capitaux japonais. De nombreuses sociétés transnationales européennes et japonaises ont investi dans des entreprises des États-Unis pour profiter des avancées technologiques réalisées par celles-ci. Des fusions-acquisitions à grand retentissement médiatique dans le secteur des hautes technologies ont entraîné l'apparition d'une bulle financière des valeurs technologiques, les mouvements du marché obéissant davantage à des prévisions autoproductrices qu'à des perspectives de gains rationnelles.

La diminution de l'épargne privée, la hausse de l'endettement privé, la montée des déficits courants et la bulle des valeurs technologiques, tout en constituant un stimulant keynésien pour l'économie des États-Unis, ont été alimentées par l'engouement persistant des non-résidents pour des actifs libellés en dollars. Mais cette situation ne saurait durer indéfiniment. Les facteurs qui ont accéléré la croissance aux États-Unis ont en même temps réduit la capacité de la politique monétaire de favoriser un atterrissage en douceur; des taux d'intérêt élevés n'ont jusque-là fait qu'attirer davantage de capitaux étrangers, ce qui a amplifié la hausse des prix des actifs ainsi que la demande effective, la fermeté du dollar et le déficit commercial.

Concernant l'Union européenne, si la croissance en 1999 n'a pas été aussi forte qu'en 1998, on s'attend généralement à ce qu'elle atteigne ou dépasse 3 % cette année, ce qui laisse espérer que l'UE puisse bientôt prendre le relais des États-Unis en tant que moteur de la croissance mondiale. Toutefois, même dans un scénario de croissance accélérée, il est peu probable que l'Europe puisse avoir un effet comparable de stimulation de la demande pour le reste du monde. Sa croissance a été tributaire des exportations, aidée en cela l'an dernier par un euro faible et par la vigueur de l'économie des États-Unis. Les tensions à l'intérieur de la zone

euro entre pays à croissance rapide et pays à croissance plus lente compliquent considérablement la définition d'une position monétaire commune à un moment où l'autonomie d'action de la Banque centrale européenne (BCE) apparaît contrariée par la poursuite de l'intégration des marchés financiers mondiaux, la plus grande réactivité des flux financiers au niveau des taux d'intérêt aux États-Unis et, contrairement aux attentes initiales, le renforcement du dollar en tant que monnaie de réserve. Tout relèvement des taux d'intérêt aux États-Unis pourrait avoir des répercussions sur les dépenses d'investissement et compromettre la croissance en Europe. Aucun de ces éléments ne va dans le sens d'un équilibre macroéconomique favorable à une croissance de type keynésien alimentée par les valeurs de haute technologie, comme celle qu'a connue la première puissance économique mondiale ces dernières années. La fascination que continue d'exercer sur la politique macroéconomique européenne la notion d'un taux de chômage non accélérateur de l'inflation (NAIRU) ne facilite en rien les choses, même si la théorie selon laquelle un chômage élevé est de nature structurelle et ne peut être réduit qu'au prix d'une accélération de l'inflation apparaît désormais discréditée par l'expérience des États-Unis, où des politiques expansionnistes ont alimenté l'accroissement de la productivité.

Après avoir accusé un recul de plus de 2 % en 1998, l'économie japonaise s'est redressée l'an dernier; toutefois, la forte croissance enregistrée au premier semestre de 1999 s'explique pour beaucoup par un surcroît de dépenses publiques, dont l'effet n'a été que passager puisque le taux annuel de croissance s'est en définitive établi à seulement 0,3 %. La reprise en Asie de l'Est a eu des effets positifs en grande partie grâce à la présence de producteurs japonais dans la région, et maintenant que les dépenses privées semblent reprendre, les perspectives apparaissent plus encourageantes et permettent d'espérer un taux de croissance peut-être supérieur à 2 % pour l'ensemble de l'année. Les dépenses privées restent néanmoins structurellement freinées par les séquelles financières des surinvestissements de la fin des années 80 et par la hausse du chômage, dont le taux est aujourd'hui proche de 5 %. La confiance des entreprises et des ménages japonais reste fragile, et une dette publique croissante, supérieure à 100 % du PIB, ne facilite pas la recherche des bonnes orientations. Les responsables politiques japonais feraient bien de se rappeler que le déficit des États-Unis a été combattu dans un contexte de croissance accélérée. La reprise au Japon pourrait également être menacée par un durcissement prématuré de la politique monétaire et un renforcement du yen.

L'expérience des années 60 et 80 montre que de larges déséquilibres des paiements extérieurs et des flux financiers entre les États-Unis et d'autres grands pays industrialisés peuvent constituer une grave menace pour la croissance et la stabilité mondiales, car les investisseurs dans les pays à excédent peuvent soudainement décider de se débarrasser de leurs actifs libellés en dollars. La situation apparaît d'autant plus fragile que ces déséquilibres sont aujourd'hui associés à des déficits du secteur privé - comportant un plus grand risque pour les créanciers - plutôt que du secteur public.

Même si une hausse des taux d'intérêt aux États-Unis par rapport au reste du monde n'a que peu d'effet sur une diminution des déséquilibres mondiaux concernant la croissance et le commerce, il est de toute façon peu probable qu'une telle hausse se produise, car la Banque centrale européenne a tendance à suivre le mouvement des taux américains pour défendre l'euro, tout comme le font les marchés émergents pour continuer d'attirer des capitaux. Une hausse généralisée des taux d'intérêt dans le monde industrialisé, y compris le Japon qui semble désormais prêt à abandonner sa politique de taux zéro, ne modifierait guère la structure actuelle des taux de change et des courants commerciaux, mais créerait des problèmes pour les pays en développement débiteurs. Étant donné que les instruments budgétaires ne font plus partie de la panoplie des instruments de gestion macroéconomique et que la coordination des politiques est

utilisée, dans le meilleur des cas, davantage pour la gestion que pour la prévention des crises, il peut être illusoire d'espérer une correction ordonnée des déséquilibres sans conséquence préjudiciable pour la croissance.

Ainsi, comme cela s'est déjà produit dans le passé, le risque est que l'état actuel des choses conduise à des changements beaucoup plus brutaux qu'il n'est nécessaire ou souhaitable. Un tel scénario ne laisse pas d'être très inquiétant pour les pays en développement, car leurs fondamentaux économiques sont excessivement sensibles aux mouvements des taux d'intérêt et des flux financiers extérieurs, et leurs exportations souffriraient beaucoup d'un ralentissement de la croissance.

La vulnérabilité des pays en développement à l'évolution des politiques dans les grands pays industrialisés dépendra bien entendu de leur actuelle santé économique. Les conditions en Amérique latine ont continué de se dégrader en 1999, avec pour la première fois depuis 1990, une contraction du PIB par habitant. L'aggravation des déficits commerciaux et la diminution des entrées de capitaux dans l'ensemble de la région témoignent d'un continent en difficulté. Les situations sont toutefois très différentes selon les pays. Le Mexique a affiché des résultats relativement vigoureux grâce à ses liens de plus en plus étroits avec les États-Unis, tout comme quelques petits pays d'Amérique centrale et des Caraïbes. Ailleurs, les décideurs ont dû composer avec un environnement défavorable dû à la faiblesse des prix des produits de base et à l'effondrement du commerce intrarégional. Les mesures vigoureuses prises pour contrer la menace de contagion financière, dont un resserrement de la politique budgétaire et un relèvement des taux d'intérêt, ont fait basculer quelques pays dans la récession. Les choses auraient pu être bien pires pour la région si le Brésil n'avait pas aussi bien réussi à surmonter sa tourmente financière. En revanche, en Argentine, la défense de la parité de la monnaie avec le dollar a très lourdement grevé l'économie réelle l'an dernier avec une chute de plus de 3 % de la production. Pour la région dans son ensemble, la question fondamentale reste de trouver les moyens de sortir d'une dépendance excessive à l'égard des ressources extérieures.

L'économie des pays en développement d'Asie s'est fortement redressée en 1999, avec une expansion en moyenne supérieure à 5 %. L'Inde et la Chine ont conservé un taux de croissance supérieur à la moyenne, mais c'est la vigueur de la reprise en Asie de l'Est qui a surtout retenu l'attention. Le rebond de l'activité en République de Corée a été spectaculaire, et la Malaisie a enregistré une croissance à deux chiffres dans les premiers mois de l'an 2000. La reprise s'est affirmée au premier semestre de 1999, sous l'effet en grande partie de politiques monétaires et budgétaires expansionnistes, et un encouragement supplémentaire est venu des exportations, qui ont commencé de profiter des conditions créées par les dévaluations monétaires. L'intégration régionale a joué un rôle fondamental : l'effondrement du commerce intrarégional avait grandement favorisé la contagion, et la reprise a été amplifiée de la même manière. Bien que l'on escompte une croissance équilibrée en l'an 2000, des risques de dégradation demeurent pour quelques pays, dont l'Indonésie.

La Chine a également profité de la reprise régionale en 1999, avec toutefois seulement 7 % de croissance, son taux le plus faible de la décennie. L'assouplissement à court terme des politiques monétaire et budgétaire afin de relancer la demande n'a pas réussi à stimuler la consommation privée, la croissance reposant sur les seules exportations et dépenses publiques. Les craintes grandissantes de chômage font qu'il est peu probable que la confiance des consommateurs s'améliore, et les responsables recherchent une nouvelle trajectoire de croissance qui puisse faire échec aux tendances à la déflation, à la surproduction et aux excédents de capacité. L'adhésion à l'OMC devrait améliorer les choses, mais une plus grande

place est également accordée au développement des régions du pays. Par ailleurs, si l'adhésion à l'OMC oblige à dévaluer la monnaie pour protéger certaines entreprises industrielles chinoises peu compétitives (en particulier des entreprises d'État) contre une brusque poussée des importations, il est probable que d'autres pays de la région en ressentiront les conséquences. La croissance en Inde s'est appuyée sur le dynamisme de l'industrie et des services. Malgré un fort ralentissement dans l'agriculture, le taux d'expansion économique a été proche de 7 % en 1999, et la tendance devrait se poursuivre cette année.

Avec une croissance inférieure même aux 3 % enregistrés les deux années précédentes, l'Afrique n'a toujours pas retrouvé en 1999 son chiffre record de 1996, et le revenu par habitant a en fait stagné. La situation n'a cependant pas été uniformément mauvaise. Les pays de la zone franc CFA ont accru leur compétitivité grâce à la dépréciation de l'euro en 1999; ceux d'Afrique du Nord et de l'Est ont enregistré quelques résultats encourageants grâce à une combinaison de stabilité politique, de croissance agricole et d'apports financiers; et après un certain nombre d'années difficiles, l'économie du Nigeria et celle de l'Afrique du Sud semblent repartir à la hausse. Mais dans l'ensemble, ni les conditions intérieures ni les conditions extérieures ne sont encore propices à une reprise de la croissance en Afrique. Dans de nombreux pays, les conflits politiques et les aléas climatiques n'ont laissé que peu d'options aux responsables de la politique économique. Ailleurs, les fluctuations erratiques des marchés mondiaux des produits de base, s'agissant en particulier des boissons, du cacao et du café, ont eu des effets extrêmement dommageables, et les pays importateurs de pétrole ont beaucoup souffert de la hausse des prix de ce produit. La croissance pourrait modérément s'accélérer en l'an 2000 à condition que les prix des produits de base se raffermissent, même si les gains sont fortement concentrés dans les pays d'Afrique du Nord. Mais pour l'Afrique subsaharienne, le problème fondamental reste de trouver les moyens d'accroître l'épargne, les ressources ou les recettes en devises et l'investissement pour atteindre une croissance d'au moins 6 % par an. Il faudra pour cela augmenter les financements publics, alléger davantage la dette et adopter une approche plus pragmatique en matière de réformes intérieures.

Les pays en transition ont enregistré leur meilleur taux de croissance de la décennie, à 2,4 % environ. Mais la volatilité et l'instabilité restent des maux endémiques. Les effets de contagion de la crise russe ont dominé l'évolution de la situation au cours du premier semestre de l'année. Toutefois, une nette amélioration des exportations vers l'Union européenne a permis à de nombreux pays d'Europe centrale de bénéficier d'une croissance plus rapide que la moyenne régionale. Plus surprenant encore a été le redressement de la Fédération de Russie, où la croissance en 1999 a dépassé les 3 % grâce à la forte hausse des prix du pétrole et à la dévaluation du rouble. La tendance devrait se maintenir cette année. Cependant, la faiblesse des exportations et des craintes persistantes d'inflation font que dans de nombreux cas, les pays en transition ont du mal à obtenir un financement international. Malgré la fin des hostilités, la situation macroéconomique en Europe du Sud-Est reste fragile et les perspectives économiques sombres. Les difficultés que doivent surmonter les pays de cette sous-région rappellent celles auxquelles sont confrontés beaucoup de pays en développement, et là encore l'effort consenti par les pays développés reste insuffisant.

* * *

Malgré l'amélioration rapide enregistrée après les mauvaises conditions de 1998, la vulnérabilité extérieure continue de peser sur les perspectives de croissance des pays en développement. Les efforts concertés déployés par ces pays pour participer pleinement à une économie mondiale de plus en plus interdépendante continuent d'être entravés par les distorsions

et les asymétries du système commercial et financier. Un trop grand nombre d'exportateurs rivalisent pour avoir accès aux marchés des pays riches, et les producteurs d'articles manufacturés commencent à subir des fluctuations extrêmes des prix comme celles qu'ont connues les producteurs de produits de base. Le manque d'enthousiasme pour le lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales qui tiendrait compte des besoins en matière de développement des pays les plus pauvres, y compris des problèmes que rencontrent ces pays pour mettre en œuvre les engagements issus des Négociations d'Uruguay, était tout à fait évident à Seattle, et les déséquilibres commerciaux entre grands pays industrialisés ne font qu'ajouter aux inquiétudes des pays en développement. Même après des années d'efforts opiniâtres pour mener à bien des réformes intérieures, ceux-ci restent tributaires, pour leur croissance, de flux financiers extrêmement instables.

Les perspectives de croissance des pays en développement dépendront de la façon dont tous ces éléments sont pris en compte. Dans un système financier et commercial mondial de plus en plus interdépendant, il est évident qu'il faudra plus que s'en remettre aux seules forces du marché et à la seule politique monétaire. Il faudra renforcer la coopération internationale et intensifier le dialogue international si l'on veut que les nouvelles technologies contribuent pleinement à resserrer l'écart qui se creuse entre riches et pauvres - cela exigera beaucoup plus d'audace et d'initiative – à l'instar de celles qui ont prélué à la précédente ère de prospérité.

Crise et reprise en Asie de l'Est

La crise financière en Asie de l'Est a montré de façon brutale les dégâts que pouvait causer dans les pays en développement l'influence combinée de déséquilibres mondiaux et de pressions spéculatives. La rapidité du redressement observé dans la région au cours de l'année écoulée est certes un motif d'encouragement, mais tout optimisme excessif doit être tempéré par le fait que ni l'ampleur de la crise, ni la rapidité de la reprise n'ont été anticipées par ceux-là mêmes qui étaient en charge de la conduite des affaires.

Bien que la crise dans chaque pays ait revêtu des caractéristiques propres, il ne fait guère de doute que les situations extrêmes d'effondrement et de redressement ont en grande partie été dues à l'application de mesures erronées. La réaction initiale a été beaucoup trop radicale et ce fut une erreur de penser que des politiques monétaires restrictives stabiliseraient rapidement la monnaie et favoriseraient une reprise par l'investissement. Le durcissement de la politique monétaire a aggravé la crise en accentuant le processus de déflation de désendettement déclenché par les attaques spéculatives et n'a fait que déprimer la production et l'emploi. La stabilisation des monnaies a été due non pas à la hausse des taux d'intérêt, mais plutôt à l'accumulation de réserves en raison d'une réduction massive des importations et de la diminution des remboursements extérieurs du fait du rééchelonnement des dettes ou de l'application de mesures moins orthodoxes telles qu'un contrôle des opérations en capital. En fait, la hausse des taux d'intérêt a fait beaucoup plus de dégâts que les dépréciations monétaires et a provoqué de graves perturbations dans le secteur des entreprises et le secteur financier.

La reprise économique ne s'est amorcée que lorsque les politiques d'austérité ont été levées et que les gouvernements ont été autorisés à jouer un rôle plus positif. Le renversement de tendance a davantage été dû à l'ampleur de la crise et aux multiples critiques exprimées qu'à

l'application de mesures mûrement réfléchies; à cet égard, on ne saurait trop souligner l'influence positive qu'a eu sur l'ensemble de la région l'exemple de la Malaisie, qui a appliqué des mesures reposant sur des objectifs et des priorités qu'elle s'était fixés en toute autonomie. On peut estimer rétrospectivement qu'au lieu de la politique de taux d'intérêt élevés qui a effectivement été appliquée, il aurait été beaucoup plus efficace de fournir aux pays en crise des liquidités internationales suffisantes pour qu'ils puissent reconstituer leurs réserves, de leur laisser instaurer un contrôle des changes temporaire et de décréter un moratoire sur la dette puis d'adopter des mesures de refinancement (toutes mesures recommandées par le secrétariat de la CNUCED au début de la crise).

Sauf en Indonésie, les revenus par habitant ont retrouvé ou dépassé leurs niveaux d'avant la crise; les taux de change ont été renforcés, les marges d'intérêt sur les emprunts internationaux se sont sensiblement resserrées et les capitaux étrangers sont revenus. Des motifs de préoccupation demeurent néanmoins. Tout d'abord, les restructurations d'entreprises sont restées limitées et la santé du système financier continue de dépendre des interventions publiques en matière de crédit.

Ensuite, il est peu probable que les exportations conservent leur rythme actuel, et les déficits publics comme l'endettement ont continué d'augmenter dans la plupart des pays qui avaient été gravement touchés par la crise. Un durcissement prématuré de la politique budgétaire risquant d'étouffer la croissance, il faut attendre, pour rééquilibrer les finances publiques, que la demande privée redevienne le moteur de la croissance, ce qui risque d'être long en raison de la persistance du chômage, ainsi que de surcapacités dans de nombreuses branches d'activité.

Enfin, la reprise a jusque-là été soutenue par une conjoncture extrêmement favorable de l'économie mondiale, qui est susceptible de changer. Un brutal ralentissement aux États-Unis et une détérioration des conditions financières mondiales pourraient avoir des effets particulièrement préjudiciables, étant donné l'évolution déficitaire des paiements extérieurs des pays de la région, lesquels sont donc demandeurs de ressources financières extérieures. Une hausse des taux d'intérêt extérieurs risquerait de poser un dilemme : pour attirer des capitaux étrangers, il faudrait revenir sur la politique d'assouplissement monétaire, mais cela risquerait d'étouffer la croissance en paralysant les forces intérieures qui contribuent au redressement et en aggravant les difficultés du système bancaire.

Comme à l'occasion d'autres crises financières sur les marchés émergents, la répartition du revenu dans les pays d'Asie de l'Est s'est fortement ressentie de l'évolution des agrégats macroéconomiques, s'agissant notamment de la diminution du déficit de ressources intérieures, de l'amélioration du solde des transactions courantes, ainsi que des fortes dévaluations monétaires. La reprise a généralement eu moins d'effets positifs sur l'emploi et les salaires que sur le revenu global, et la pauvreté n'est pas, tant s'en faut, revenue aux niveaux d'avant la crise. Tout cela confirme un phénomène préoccupant observé dans les pays en développement, à savoir que les incidences sur une diminution de la pauvreté d'une reprise à la croissance sont sensiblement plus faibles que les incidences sur une augmentation de la pauvreté d'un recul de la croissance d'ampleur comparable.

Il est très difficile de percevoir les implications à long terme de tous ces facteurs pour les pays d'Asie de l'Est. Si la croissance dans la région est mise à mal par une évolution défavorable des conditions mondiales, alors les conséquences sociales pernicieuses de la crise persisteront pendant un certain temps encore. La lutte contre la pauvreté ne pourra reprendre efficacement

que dans les conditions d'une croissance plus intégrée, s'établissant à des taux plus proches de la moyenne à long terme. La façon dont les gouvernements sauront passer de la gestion de la crise à la gestion de l'intégration dans l'économie mondiale jouera un rôle capital à cet égard.

Un enseignement fondamental de la crise financière est assurément qu'une dépendance excessive à l'égard des ressources et des marchés extérieurs place la croissance à la merci des chocs extérieurs. Les responsables publics ont à juste titre rejeté l'option du protectionnisme, mais ce serait tout autant une erreur que d'abandonner toute perspective de croissance et de développement aux seules forces du marché mondial. L'épargne intérieure restera probablement vigoureuse, ce qui réduira d'autant la dépendance à l'égard des capitaux étrangers pour combler le déficit de revenu avec les grandes nations industrialisées. Une plus grande attention doit également être accordée aux facteurs intérieurs de croissance, tels que la hausse des salaires et l'augmentation des dépenses sociales. L'investissement public et l'État, si celui-ci se fixe de nouvelles stratégies d'action, ont un rôle de premier plan à jouer dans la poursuite du développement. Les relations économiques régionales devraient rester importantes et devraient donc être renforcées, notamment au moyen de mécanismes collectifs de défense contre une instabilité et une contagion financières systémiques.

Le Secrétaire général de la CNUCED

Rubens Ricupero